

MANIFESTATION EN SOLIDARITÉ AVEC LES EXILÉ.ES

**CONTRE LA LOI « ASILE IMMIGRATION »
POUR UNE POLITIQUE DE L'ASILE FONDÉE SUR LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME.**

Sous couvert de réduction des délais pour l'étude des demandes, cette loi porte une atteinte grave au droit d'asile. De plus, elle va permettre aux autorités de priver de liberté des personnes étrangères pendant trois mois en attendant le potentiel renvoi dans leur pays de nationalité. Ainsi des personnes, de plus en plus des familles avec de jeunes enfants sont enfermées en Centre de Rétention Administrative pour une question de « papiers ». La loi prévoit de banaliser cette pratique et de prolonger la souffrance de celles et ceux qui la subissent.

Le mensonge au nom du pragmatisme

Le délai pour le dépôt d'une demande d'asile passera de 4 à 3 mois, l'instruction du dossier de 14 mois à 6 mois. En cas de refus le demandeur n'aura que 15 jours pour faire appel de la décision et s'il vient d'un pays déclaré « sûr » par la France il pourra être expulsé même pendant la procédure d'appel. Une fois de plus on porte atteinte au droit d'asile en faisant passer les demandeurs pour de potentiels fraudeurs. Tout est fait pour que tout aille très vite mais le raccourcissement des délais est surtout utile pour faire sortir des gens de la procédure d'asile et pouvoir les expulser.

Or quiconque, militant, bénévole, citoyen ou professionnel a rencontré ces personnes sait que lorsqu'on est demandeur d'asile, il faut du temps pour se poser, pour exorciser les traumatismes de l'exil et comprendre les arcanes du dispositif français. C'est en fait le contraire de ce minimum d'humanité qui se met en place au nom de l'efficacité d'une loi qui ne vise qu'à exclure.

Macron, Collomb et ceux qui les soutiennent disent vouloir accélérer les procédures mais dans le même temps on constate le manque de moyens dédiés à l'accueil des personnes étrangères dans toutes les préfectures, les délais démesurés pour accéder aux démarches, l'arbitraire des pratiques des préfectures.

Le mensonge au nom de l'humanité

D'après le ministre de l'intérieur, évacuer 2 300 personnes qui vivent dans des tentes sur les bords des canaux parisiens, c'est « remédier aux enjeux humanitaires qui ne sont plus supportables pour les Parisiens ». Le ministre ne peut pas ignorer que cette « mise à la rue » observable dans de nombreuses villes du pays a été sciemment orchestrée par les gouvernements successifs depuis plus de vingt ans. Aucune solution pérenne, même de premier accueil, n'a réussie à être « conçue » et il faut des mobilisations importantes pour que les préfectures « bougent » comme ce fut le cas à l'automne à Clermont-Ferrand quand plus de 150 migrants occupaient les jardins de la faculté de Lettres. Pour nombre d'étrangers parvenus jusqu'ici, la réalité, c'est la mise à la rue organisée par l'État, en violation du droit. Et le plus souvent c'est la case rétention qui est promise à celles et ceux qui sont évacués de leurs campements.

SAMEDI
30 JUIN

15H

**PLACE DE
LA VICTOIRE
CLERMONT-FD**

Le mensonge au nom de l'Europe

Tous les gouvernements successifs depuis vingt ans nous disent que la question de l'accueil des migrants est une question européenne. Mais aucun n'a réellement pris la question suffisamment au sérieux pour trouver d'autres solutions que les entraves multipliées à la liberté de circulation et la réduction de l'accès à l'asile. L'étranger est l'éternel suspect. Tous les pays européens et la France au premier rang ont regardé l'Italie accueillir 700 000 migrants depuis 4 ans et le président Macron est bien mal placé pour faire la leçon au gouvernement italien, quand la police française organise quotidiennement le retour en Italie des migrants qui passent la frontière. L'accueil de l'Aquarius avec 630 personnes à son bord par l'Espagne n'exonère ni l'Italie, ni l'Union européenne de leurs responsabilités.

Le mensonge au nom de l'insertion de « ceux qui ont vocation »

Pour nous convaincre que la situation est difficile et que nos gouvernements font au mieux, on tente d'endormir l'opinion publique avec une distinction reprise par tous les grands médias entre « réfugiés » et « migrants économiques ». Cette distinction reprise dans les préfectures entend opposer ceux qui aurait « vocation à rester en France » et ceux qui ont vocation à être expulsés vers un pays qu'ils ont fui. En attendant toutes et tous ont le plus souvent vocation à... dormir dehors.

Construire d'autres voies

Contre cette vieille vision du monde la solidarité persiste et s'organise. Dans de nombreuses villes de France des collectifs militants organisent la solidarité aux côtés des sans-papiers et demandeurs d'asile depuis de longues années. A Clermont-Ferrand, sans discontinuer cette solidarité est vivante depuis le printemps 1998 au cours duquel des sans-papiers Guinéens et Kurdes décidaient d'occuper l'église Jeanne d'Arc. Désormais, toutes et tous sont clermontois. Aujourd'hui cette solidarité prend aussi la forme de l'hébergement dans un squat de près de 50 mineurs étrangers venus seuls en France (surtout d'Afrique de l'ouest) et dont la prise en charge est refusée par l'Aide Sociale à l'Enfance en contradiction avec la Convention Internationale des Droits de l'Enfant dont la France est signataire. Et bientôt ces jeunes se retrouveront devant la justice...

Depuis la publication du projet de loi « Asile-Immigration » des dizaines d'associations, syndicats, partis se sont regroupés pour construire des États Généraux des Migrations, pour dire à nos gouvernants que nous ne sommes pas dupes, que les migrants sont en danger et ne constituent pas un danger ni pour la France ni pour l'Europe.

Il faut construire une autre politique de l'accueil des étrangers désirant vivre en France.

Il faut fermer les Centres de Rétention Administrative qui sont de vraies prisons.

Il faut régulariser les sans-papiers.

Les États Généraux des Migrations, lancés en juin 2017, regroupent plus de 400 associations, organisations, syndicats et collectifs. Ensemble, nous nous mobilisons pour un changement radical de politique migratoire.

Retrouvez tous les textes et les infos des #EGMigrations sur :



<http://eg-migrations.org>
EGmigrations63@gmail.com
États Généraux des Migrations 63



Signataires : RESF 63, CIMADE 63, LDH Clermont/Riom, LDH Billom, Amnesty International 63, AFPS 63, UNL 63, PDB63 Images – Festival cinéma Social et engagé, CGT 63, Solidaires 63, FSU 63, SAF 63, UNEF Auvergne, Association Familiale Protestante d'Entraide, JRS Welcolme Jeunes Clermont, Fédération libres penseurs 63, Secours catholique, Chom'actif-MNCP 63, DAL 63, Aides Clermont-Fd.

Soutenu par :

ÈÈÈ ÈÈÈ ÈÈÈ **ÉTATS GÉNÉRAUX
DES MIGRATIONS
PUY-DE-DÔME JUIN 2018
#EGMigrations**

L'HUMANITÉ DE DEMAIN SE CONSTRUIT AVEC L'ACCUEIL AUJOURD'HUI !